



CP/31
Archives d'Alain Gelly
(1969-2003)

CP/31/1-17

Répertoire numérique

Date de diffusion : mai 2018
Mise à jour : novembre 2018

INTRODUCTION

Identification

Référence

FRCFDT_CP_31

Intitulé

Archives d'Alain Gelly

Dates

1969-2003

Niveau de description

Le niveau de description choisi est l'article.

Importance matérielle

Le fonds, coté en CP/31, comporte 17 articles répartis dans 3 boîtes et représentant un volume total de 0.28 mètre linéaire.

Contexte

Nom du producteur

Alain Gelly

Notice biographique¹

Né le 27 août 1945 à Vigneux-sur-Seine (Seine-et-Oise, Essonne). Fils de Paul, René Gelly, employé à la SNCF, à la gare de triage de Villeneuve-Saint-Georges (Seine-et-Oise, Val-de-Marne) et d'Albertine Sedat, mère puis mercière à Villeneuve-Saint-Georges, tous deux catholiques pratiquants, Alain Gelly était le benjamin de trois garçons. L'aîné, Guy (né en 1937) fut prêtre, missionnaire au Brésil qui, sur demande de Dom Hélder Câmara, développa des paroisses dans les favelas. Leur père, fils de sympathisant communiste, militant CFTC puis CFDT, était engagé dans des œuvres de solidarité, notamment l'Orphelinat des chemins de fer français, les Conférences Saint-Vincent-de-Paul, qui lui valurent la nomination de chevalier dans l'Ordre du mérite social. Il fut conseiller municipal MRP de Vigneux-sur-Seine (1947-1949), élu sur une liste de coalition SFIO-MRP. Leur mère, active dans la paroisse, s'occupait des exclus – SDF, sortants de prison – et fut membre de l'Action catholique générale féminine (ACGF). Dans un contexte local d'affrontement entre la paroisse et la municipalité communiste, ses parents accueillaient fréquemment chez eux des personnes en attente de solution des services sociaux. Très attachés à la laïcité, ils transmièrent leurs convictions à leurs fils.

Alain Gelly fréquenta l'école maternelle et primaire Berthelot de Villeneuve-Saint-Georges (1949-1956), puis le cours complémentaire Jules Ferry (1956-1960), où il obtint le certificat d'études primaires en 1959 et le brevet d'études du premier cycle en 1960. Enfant de chœur, membre du patronage et coutumier des colonies de vacances de la paroisse, il fut scout de France (1955-1960). Il s'inscrivit à la JOC en 1961, devint responsable de l'équipe locale avec

¹ <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article189867>, notice GELLY Alain, Guy, Élie par Pierre Anache, version mise en ligne le 23 février 2017, dernière modification le 23 février 2017.

l'aumônier Michel Mercier, puis responsable de secteur et de la fédération de Juvisy (Seine-et-Oise, Essonne) avec l'aumônier fédéral Fernand Denis, jusqu'à son mariage en 1968. Sa participation au rallye européen de la JOC en 1964 et achevé par le rassemblement de Strasbourg (Bas-Rhin), au stade de la Meinau, lui fit découvrir la solidarité internationale.

Alain Gelly était entré en 1960 au centre d'apprentissage d'IBM de Corbeil-Essonnes, où il obtint le CAP d'électromécanicien (1963). Il fut embauché comme ouvrier professionnel à l'atelier des traitements thermiques. Appelé sous les drapeaux en 1964, affecté à Landau (Allemagne), il fut chauffeur à l'état-major et actif à l'aumônerie de la brigade. Au retour, il devint préparateur de fabrication au service méthodes (janvier 1966-février 1973), tout en suivant les formations du CNAM, d'abord en organisation scientifique du travail (1968-1969), puis en économie et statistiques (1969-1970). Dans le cadre d'une formation interne à IBM, il obtint en 1973 le certificat d'études MTM (méthodes de tables de mouvement), avant de s'orienter vers les métiers de l'information, suite à une nouvelle formation, lui permettant de devenir analyste-programmateur (1973-1977).

Dès son entrée à IBM, Alain Gelly, éveillé à la conscience de classe par ses activités à la JOC, voulut se syndiquer à la CFTC, mais il en fut dissuadé par les responsables du syndicat, par crainte des risques de répression à l'encontre d'un apprenti, particulièrement vulnérable. La direction avait en effet une vision quasi totalitaire du management ; elle développait une politique sociale qui mettait sous son contrôle tous les aspects de la vie des salariés et s'opposait au développement du syndicalisme qui constituait à ses yeux une dissidence dans la communauté IBM. Les syndicats CFTC et CGT étaient toutefois représentés dans l'établissement de Corbeil créé en 1941, à partir de leur implantation dans le centre de production historique de l'entreprise, à Vincennes (Seine, Val-de-Marne), où des militants chevronnés y travaillaient, tel Alfred Chèvre, secrétaire du CE, qui avait participé en 1949, au côté de Roger Gillot, à la création de l'Union parisienne de la métallurgie parisienne (UPSM-CFTC). À Corbeil, la CFTC animée par René Joly, issu de la JOC, et Camille Cholot*, avait pris assise dans les milieux employés et techniciens, tandis que la CGT était surtout présente chez les ouvriers.

Alain Gelly se syndiqua en 1963, lorsque son embauche définitive fut acquise. Tout de suite, il fut collecteur, et militant de la déconfessionnalisation de la CFTC en 1964, acceptée, sans opposition dans la section. Candidat aux élections professionnelles en 1966, élu délégué du personnel (1968-1970) et au Comité d'établissement (1970-1972), il représenta sa section au conseil du syndicat de la construction électrique et électronique (SCEE-CFDT), composante de l'union parisienne des syndicats de la métallurgie (UPSM-CFDT), de 1970 à 1973. Il fut désigné délégué syndical par le SCEE pour intervenir auprès de la direction (1972-1977). Sous l'impulsion de Jean Ollivier, la CFDT qui développait une stratégie offensive d'information dans l'établissement (série de tracts intitulée *Informé c'est manifester son estime*), recueillait la sympathie grandissante des salariés. Malgré la direction qui considérait tout syndicaliste comme dissident, et la mise en place d'un syndicat autonome (SNA), en 1970, la CFDT devint majoritaire au CE. Alain Gelly eut la responsabilité de la commission vacances adultes. Il incitait à l'action syndicale au-delà de l'entreprise, par la présence des militants d'IBM au syndicat, aux unions locale et départementale, ainsi qu'au soutien des grévistes d'entreprises environnantes. Il participa à tous les congrès de la fédération de la métallurgie (FGM-CFDT) de 1968 à 1981, aux congrès confédéraux de 1976 à Annecy (Haute-Savoie) et 1979 à Brest (Finistère), où il intervint, au nom des syndicats de l'UPSM, sur « la charte financière confédérale ». Au sein de la fédération internationale des ouvriers sur métaux (FIOM), il apporta sa contribution pour tenter d'organiser le syndicalisme chez IBM, seule multinationale dépourvue de syndicat aux États-Unis.

Sollicité par Rémy Allanos, secrétaire général de l'UPSM, il accepta de quitter IBM pour

devenir permanent de l'union en avril 1977. L'UPSM avait entrepris une restructuration de ses syndicats régionaux d'industrie (aéronautique, automobile, construction électrique et électronique, mécanique) pour les faire évoluer vers de futurs syndicats départementaux de la métallurgie, toutes branches confondues. Impliqué dans cette réorganisation, Alain Gelly assumait depuis 1974 la responsabilité de secrétaire du secteur métaux du sud de l'Essonne. Lorsque les deux secteurs 91-sud et 91-nord fusionnèrent, donnant naissance au syndicat des travailleurs de la métallurgie de l'Essonne (STM 91), il en fut élu secrétaire général, lors du congrès constitutif du 11 juin 1977 à Corbeil-Essonnes. Membre de l'union locale de Corbeil depuis 1966, il faisait partie du conseil de l'Union départementale de l'Essonne (UD 91). Il en fut élu secrétaire général en 1977. Ainsi, Alain Gelly se partageait entre les deux structures, professionnelle dans la métallurgie et interprofessionnelle à l'Union départementale de l'Essonne.

À l'UD 91, il mena une action de restructuration, s'entourant d'une commission exécutive composée de Jean Ollivier, Jean Lamotte, Claire Gruson, Pierre Terrom. Il définit une organisation administrative, lança un plan de formation des militants, mit en place un service juridique, et organisa le soutien aux luttes revendicatives dans le département, où prédominaient la CGT et le PC. Il représenta l'UD 91 au bureau de l'Union régionale parisienne (URP-CFDT) de 1977 à 1979. Il reçut mandat de la CFDT à la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) 91, fut assesseur suppléant à la commission de première instance du département en 1979, et administrateur du comité de gestion de la Caisse d'allocations familiales de la région parisienne. Lorsque Jean Ollivier lui succéda comme secrétaire général de l'UD 91 en mai 1979, il se consacra exclusivement à l'UPSM, tout en restant membre de la commission exécutive de l'UD 91 jusqu'en 1981.

Au sein de la métallurgie, ses priorités étaient le développement syndical dans les entreprises de l'Essonne et le soutien aux luttes revendicatives, notamment en 1977 à la Câblerie de Crosnes, employant une main-d'œuvre portugaise et maghrébine, à la Snecma à Corbeil-Essonnes, contre des sanctions disciplinaires (1977-1980), et où, à partir de 1978, des revendications survinrent avec l'introduction des machines-outils à commandes numériques. Il représentait l'UPSM au bureau de l'URP (1979-1982) et devint membre du conseil national confédéral. Il fit partie de la délégation de l'URP-CFDT au congrès de Solidarnosc de la région de Varsovie (Pologne), en décembre 1981. Il développa une solidarité avec le syndicat polonais, accueillant des militants venus se former clandestinement. Il avait organisé la visite de Lech Walesa, le 15 octobre 1981, invité par la CFDT à l'usine Snecma de Corbeil-Essonnes. En voyage privé au Brésil en août 1984, il assista au congrès fondateur de la CUT à San Paolo.

Soucieux de l'organisation structurelle et de la politique de syndicalisation de l'UPSM affectée par la chute des adhésions, il refusa de voter le budget de 1980. Il quitta son mandat de permanent à l'UPSM en février 1982, mais IBM refusa de le réintégrer. Il fut embauché comme programmeur analyste en informatique à la Snecma à Corbeil-Essonnes en mars 1982. Il fut désigné délégué syndical par le STM 91 et élu secrétaire de la section, avec le projet d'un développement syndical dans les catégories techniciens et cadres, au sein de la section dominée par le collègue ouvrier qu'animait Michel Favart.

Alain Gelly explorait toutefois les possibilités d'un nouvel engagement dans le secteur social. Sollicité par la confédération, il accepta en février 1984 de prendre la responsabilité de délégué régional du Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles (FAS) de la région parisienne. Établissement public, le FAS, devenu en 2001 Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD), avait pour mission de mettre au point les relations avec les organisations du secteur de l'immigration et l'affectation des subventions. Alain Gelly y apporta son expérience « de terrain », prolongeant la démarche administrative par l'accompagnement des acteurs. En 1985, en coopération avec Olivier Philip

préfet de la Région Ile-de-France, il créa le premier observatoire régional des actions migrantes (ORAM). Nommé en 1989 délégué régional Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon, il s'établit à Montpellier (Hérault) et, avec Bernard Gérard, préfet de la Région Languedoc-Roussillon, il renouvela l'expérience francilienne en créant, en 1990, l'observatoire des populations immigrées (OPI). Il développa également une action spécifique pour les « familles rejoignantes » (regroupement familial). René Teulade, ministre des Affaires sociales et de l'intégration le chargea d'une mission d'étude sur le regroupement familial des étrangers en 1993.

À la suite de l'élection présidentielle de Jacques Chirac en 1995, la direction administrative du FAS déclencha un contrôle de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS). L'audit fut favorable aux activités développées par Alain Gelly, mais il dut démissionner à cause des pressions à son encontre. De retour en région parisienne, il devint délégué général d'Emmaüs France en octobre 1996. Découvrant une nébuleuse de près de deux cents structures (communautés de compagnons, société d'HLM, confédération d'associations de locataires, amis, associations Emmaüs, fondation Abbé Pierre pour le logement des défavorisés...) dont la principale référence était l'attachement à l'Abbé Pierre. Il voulut mettre en place une coordination, mais faute d'écho il jeta l'éponge en 1999.

Il revint à la Snecma en janvier 2000, comme coordinateur de la « mission handicap », nouvelle fonction destinée à la réinsertion des accidentés du travail, créée par Alain Bossier, secrétaire général de l'entreprise. Rattaché à la direction des ressources humaines du groupe, Alain Gelly devait coordonner huit autres chargés de mission postés dans divers sites de l'entreprise et sensibiliser les ressources humaines, les médecins du travail et les ergonomes des établissements. Bien que les relais fussent difficiles à assurer, la presse d'entreprise et spécialisée se fit l'écho de réussites de formations et d'adaptation de postes de travail à des personnes handicapées sourdes. Il fit valoir ses droits à la retraite en décembre 2003.

Parallèlement à ses activités professionnelles, il exerça des responsabilités administratives au service des populations immigrées. Désigné par le préfet de police de Paris, Jean-Paul Proust, au titre de personnalité qualifiée, il fut assesseur à la Commission du titre de séjour (CTS), de 2003 à 2007. Juge assesseur à la Cour nationale du droit d'asile, de 2004 à 2009, il examinait les recours contre les refus de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

Alain Gelly s'impliquait à titre bénévole dans des activités d'insertion ou de solidarité aux immigrés. À son arrivée à Montpellier en 1989, il fut cofondateur, aux côtés d'Éric Toumelou, de l'entreprise en gros œuvres de bâtiment EMTT, à statut de SCOOP, qui compta huit emplois d'insertion. Malheureusement, l'entreprise fit faillite en 1993 en raison de retards de subventionnements de l'État. Il cofonda également, en 2005, l'entreprise d'insertion E-NET, de recyclage d'ordinateurs, à Massy (Essonne), avec Amine Benmansour, ancien employé administratif à l'UPSM-CFDT. Il était membre du GISTI (Groupe d'information et de soutien aux immigrés), et présida le CATRED (Collectif des accidentés du travail, handicapés et retraités pour l'égalité des droits) de 2003 à 2006. Passionné par la sauvegarde de l'histoire sociale, il entra en 2005 au bureau du Comité action recherche et documentation des entreprises (CARDE) créé en 1992 par Jean Ollivier et Michel Marcon.

Il s'était marié le 21 septembre 1968 à Ris-Orangis (Essonne) avec Marie-Jeanne Morin, coiffeuse, jociste rencontrée lors du rassemblement de 1967 au Parc des Princes à Paris. Au sein du club de prévention Trinité-Vintimille-Anvers-Sacré-Cœur (TVS) de Corbeil-Essonnes, qu'Alain Gelly présida de 1972 à 1976, Marie-Jeanne Gelly animait la section coiffure. Le couple qui adopta trois enfants, Luc (1970), Céline (1973), Cédric (1975) et accueillit deux « filles de cœur », Djénéba et Fatoumata, confiées par le Comité contre l'esclavage moderne (CCEM), entra au Conseil d'administration et au bureau d'Enfance et famille d'accueil de

l'Essonne (EFA 91) de 1974 à 1983. Il participa au comité contre l'esclavage moderne de 1998 à 2006, mais s'en détacha en raison de divergences.

Historique de la conservation

Ces archives ont été conservées par Alain Gelly à son domicile, avant leur versement aux Archives confédérales de la CFDT.

Modalités d'entrée

Ce fonds est entré aux Archives à l'occasion d'un premier don réalisé par Alain Gelly le 6 avril 2018. Un second don informel, réalisé le 13 novembre 2018 et constitué principalement de quelques documents confédéraux isolés et ouvrages généraux sur le syndicalisme, a fait l'objet d'une intégration dans les fonds confédéraux et la bibliothèque des archives.

Contenu et structure

Présentation du contenu et mode de classement

Le fonds a exclusivement trait au Brésil et regroupe une vaste documentation sur le pays, dans lequel le frère d'Alain Gelly, Guy, exerça à partir de 1975 et pendant près de vingt ans, un sacerdoce de prêtre missionnaire (Recife). Cette proximité avec ce pays sud-américain conduisit Alain Gelly à entreprendre plusieurs voyages sur place (1984, 1992 et 2002). En 1984, il fût témoin du 1^{er} congrès de la Centrale unique des travailleurs (CUT) à Sao Paulo. Le fonds atteste des liens étroits entre l'Église catholique locale et les revendications ouvrières et paysannes dans le contexte de la dictature militaire (1964-1985). Un seul dossier (CP/31/14) fait écho aux positions des organisations CFDT sur la situation du syndicalisme brésilien et, une seule pièce (CP/31/15) fait directement référence aux activités personnelles d'Alain Gelly au Brésil.

Accroissements

Ce fonds est clos.

Conditions d'accès et utilisation

Statut juridique

Archives privées.

Conditions d'accès

Dans le cas du fonds Alain Gelly, les délais de communication appliqués se calquent sur ceux des archives confédérales.

Conditions de reproduction

La reproduction des documents de ce fonds est soumise à la réglementation en vigueur aux Archives confédérales.

Langue et écriture des documents

Portugais, français (par ordre d'importance).

Caractéristiques matérielles et contraintes techniques

Le fonds contient plusieurs affiches et tracts.

Instruments de recherche

Répertoire numérique.

Sources complémentaires

Existence et lieu de conservation des originaux

Archives confédérales de la CFDT, Paris

Sources complémentaires

Archives confédérales CFDT

- CFI/12 : collection des affiches non CFDT
- CH/8/1722-2151 : fonds de l'ancien secteur confédéral International

Archives interfédérales CFDT

- Série FB : fonds de la Fédération générale des mines et de la métallurgie

Archives de l'UPSM-CFDT

- *Dans les locaux de l'UPSM-CFDT, 7 Rue Euryale Dehaynin, 75019 Paris*

Bibliographie

Sur la CFDT

- GEORGI Frank, *L'invention de la CFDT. 1957-1970*, Histoire du 20^{ème} siècle, CNRS éditons/ Les Éditions de l'Atelier, 1995, 651 p.
- HAMON Hervé, ROTMAN Patrick, *La deuxième gauche. Histoire intellectuelle et politique de la CFDT*, Éditions Ramsay, 1982, 451 p.

Sur la Fédération de la métallurgie

- GEORGI Frank, *Soufflons nous-même notre forge. Une histoire de la fédération de la Métallurgie CFTC-CFDT 1920-1974*, Éditions de l'Atelier, 1991, 191 p.²

Sur les Jeunesses ouvrières chrétiennes (JOC) et l'Action catholique ouvrière (ACO)

- BOURDAIS Henri, *La JOC sous l'Occupation allemande*, Éditions de l'Atelier, 1995, 224 p.
- Commission épiscopale du monde ouvrier, *L'Engagement Temporel ; Action Catholique Ouvrière (ACO)*, 1958, 66p.
- PIERRARD Pierre, LAUNAY Michel, TREMPE Rolande, *La JOC : regards d'historiens*, Éditions Ouvrières, Paris, 1984, 236 p.

Contrôle de la description

Notes de l'archiviste

Instrument de recherche rédigé en 2018 par Nicolas Perrais, archiviste, sous la direction d'Hélène Saudrais, responsable des Archives confédérales de la CFDT.

Règles ou conventions

Cet instrument de recherche a été rédigé selon la norme générale et internationale de description archivistique ISAD (G).

Dates de la description

Mai 2018.

PLAN DE CLASSEMENT

Suivi de l'actualité brésilienne	9
Dictature militaire	9
Partis politiques	9
Classe ouvrière	9
Syndicalisme	10
Centrale unique des travailleurs (CUT)	10
Syndicat des travailleurs de l'industrie métallurgique, mécanique et électrique de Recife	10
Activités de l'Église catholique.....	10
Activités de l'Action catholique ouvrière (ACO) du Brésil.....	11
Actualités sociales et sociétales.....	11
Positions des organisations CFDT sur le Brésil	11
Don caritatif à une association	12
Activités syndicales en France.....	12

INSTRUMENT DE RECHERCHE

Suivi de l'actualité brésilienne

Dictature militaire

CP/31/1 Assassinat de Margarida Maria ALVES : notes du centre d'éducation et de culture de l'ouvrier rural (Recife), brochures « *De olho na vida* », coupure de presse du bulletin d'information n°784 de l'archidiocèse de Recife.

1983

CP/31/2-CP/31/3 Opposition syndicale brésilienne à la dictature.

1976-1986

CP/31/2 Brochures, tracts, exemplaires du journal *Resistência* (n°35-36, mars-avril 1982).

CP/31/3 Rapport « *Perspectives de l'opposition ouvrière au Brésil* » (1976), lettres d'information, tracts, bulletin *Brésil des travailleurs*² n° 1-6, 8-10, 12-32, 34-36, 43, 45, 48-53, 55-63, 65, 67-78, 80-82 (1981-1986), brochure « *Le nouveau syndicalisme brésilien* » (mars 1986).

Partis politiques

CP/31/4 Parti des travailleurs (PT) : note d'information sur la 2e rencontre nationale des syndicalistes du PT (1983), note d'information sur l'élection de représentants du PT aux élections législatives de 1986, exemplaire du journal *PT Sao Bernardo* (n°4, août 1984), tracts.

1983-1984

Classe ouvrière

CP/31/5 La classe ouvrière brésilienne : rapport de Castro ALIVES « *Situation de la classe ouvrière brésilienne dans le processus d'industrialisation* » (traduit du portugais, avril 1981), brochures de l'Action catholique ouvrière brésilienne (1978, 1982-1983, 1985), calendrier du peuple latino-américain de la Commission d'étude de l'histoire de l'Église en Amérique latine (CEHILA, 1986), copies de deux tirages photographiques de favelas.

1978-1986

² *Brésil des travailleurs*, bulletin publiant uniquement des traductions de textes venant du Brésil au plus fort de la répression pendant la dictature militaire (1964-1985). La Fédération CFDT de la métallurgie, la FGM, accepte d'abriter dans ses locaux, rue Mayran, un bureau permanent de l'Opposition syndicale brésilienne ; ce bureau devient le siège de la brochure éditée par les exilés, imprimée par les services de la CFDT : *Brésil information*, qui deviendra *Le Brésil des travailleurs* en 1976. Cf. Claude ROCCATI, « La CFDT et le mouvement syndical brésilien : origine et développement d'une expérience de solidarité internationale » in *Cahier des Amériques latine* n°83, 2016, <https://journals.openedition.org/cal/4486>.

CP/31/6 Les agriculteurs au Brésil : exemplaires du journal *Grito* (1982-1986), texte d'une chanson écrite par la Commission pastorale de la terre (CPT), exemplaire de *Brésil Information*³ (n°40, octobre 1977), tracts de l'association Terra-Brasil (1984).

1977, 1982-1986

Syndicalisme

Centrale unique des travailleurs (CUT)

CP/31/7 Séminaire syndical national, 6-8 mai 1983 ; 1er congrès fédéral (État du Pernambouc), 27-29 juillet 1984 : programme, brochures documentaires, actes du séminaire, exemplaire du journal de la CUT (n°0, septembre 1983), bulletins *Tribuna metalurgica* du syndicat des travailleurs de la métallurgie de San Bernardo do Campo (n°698 et 700, août 1984), bulletins *O metalurgico* du syndicat des travailleurs de la métallurgie de Santo Andre (n°109-110, août 1984), coupures de presse syndicale, autocollants, porte-clés, badge.

1983-1984

*Syndicat des travailleurs de l'industrie métallurgique, mécanique et électrique de Recife*⁴

CP/31/8 Outils de communication : tracts, affiches, exemplaire du journal *Zé Ferrugem* (n°3, avril 1988).

1982-1988

Activités de l'Église catholique

CP/31/9-CP/31/10 Documentation en français et en portugais.

1973-2003

CP/31/9 Coupures de presse, brochure du Centre Lebreton « Marginalisation d'un peuple : des évêques brésiliens prennent la parole... », exemplaire de *Croissance des jeunes nations* « dossier le Brésil éclaté » (n°218, juin 1980), exemplaire du magazine *Échanges* « Brésil : la démocratie, et après ? » (n°199, janvier 1986), exemplaire du magazine *Information catholiques internationales* (ICI) « L'Église au Brésil, priorité aux pauvres » (n°552, 15 juillet 1980), exemplaire de *Géopolitique* « dossier Brésil » (n°1453, hiver 1989-1990), exemplaire de *La Vie* « spécial Brésil » (n°2995, 23-29 janvier 2003), répertoire de documentation sur le Brésil (septembre 1981), note [non signée] « Pour un partage missionnaire » (s.d.).

³ Idem.

⁴ Affilié à la Centrale unique des travailleurs (CUT).

CP/31/10 Rapport « Le Nordeste, défi à la mission de l'Église au Brésil » (traduction d'un *Document n°31* de la Conférence nationale des Evêques du Brésil, 31 août 1984), notes d'information traduites du portugais relatives à la communauté des enfants de Dois-Carneiros, notes d'information de l'antenne de l'Action catholique ouvrière de Recife, avis de décès du Père romano Zuffery (1985), note d'information du Centre pastoral Nord-Est (septembre 1989), calendrier-brochure relatif au 50e anniversaire de la mort de Padre CICERO (1984), exemplaires du journal liturgique et catholique hebdomadaire *O Domingo* (n°35, 37, juillet-août 1984), bulletin d'information *ASUP Brésil* de l'Association de soutien de l'Université populaire Dom Helder CAMARA (n°7, septembre 1994), brochure de l'Université catholique de Campinas (2001), brochure touristique et de la ville littorale de Cabo de Santo Agostinho, brochure relative à la formation en histoire et géographie de la ville de Cabo de Santo Agostinho, tracts, affiches, textes de chansons liturgiques, lettre manuscrite du Secours Populaire français adressée à M et Mme Alain GELLY (12 juillet 1984).
1984-2001

CP/31/11 Archidiocèse de Olinda et Recife, Conseil pastoral d'Ibura : brochures confessionnelles.
1984

Activités de l'Action catholique ouvrière (ACO) du Brésil

CP/31/12 Publications de l'ACO Brésil : exemplaires du journal *Construire* (1981-1988), *Documents ACO* spécial Brésil (n°81, 103, février 1975, juillet 1979), calendriers (1978-1985), tracts, texte d'une chanson pour célébrer le 30e anniversaire de l'ACO Brésil (1992).
1975, 1978-1985, 1992

Actualités sociales et sociétales

CP/31/13 Publication d'information : bulletins DIAL (Diffusion de l'information sur l'Amérique latine) n°99, 132, 138-139, 177, 209, 215, 339, 387, 762, 787, 794.
1973-1982

Positions des organisations CFDT sur le Brésil

CP/31/14 Positions de la CFDT sur le Brésil : brochure « *Le Brésil de travailleurs* » (1976), coupure de presse de *Syndicalisme* (16 novembre 1978), exemplaire de *La Voix des métaux* (n°262, mai 1979), tracts de la Fédération générale de la métallurgie (FGM-CFDT) (1980), note du secteur confédéral International intitulée « *Organisation syndicale et code du travail au Brésil* » (février 1984).
1976-1984

Don caritatif à une association

- CP/31/15** Don du Secours Populaire Français à l'association *Tres-Correiras* : lettre du Secours Populaire Français adressée à M et Mme GELLY (12 juillet 1984).
1984

Activités syndicales en France

- CP/31/16** Meeting CFDT le 8 mai 1969 à la Bourse du Travail de Paris avec Eugène Descamps et René Bonéty.- Position CFDT sur l'élection présidentielles de 1969 : note manuscrite.
1969
- CP/31/17** Session de formation syndicale des permanents « Connaissance de la CFDT » (14-18 novembre 1977) : dossier personnel du participant, notes manuscrites.
1979

INDEX DES NOMS PROPRES

Note : le renvoi se fait à la page.

A

ACO, Action catholique ouvrière.....7, 11
Alves, Margarida Maria9

C

CUT, Centrale unique des travailleurs
(Brésil).....6, 10

F

FGM-CFDT, Fédération générale de la
métallurgie CFDT11

P

PT, Parti des travailleurs..... 9
PT, Parti des travailleurs (Brésil)..... 9

S

Secours Populaire Français..... 12
Syndicat des travailleurs de de l'industrie
métallurgique, mécanique et électrique
de Recife (Brésil) 10

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	2
Plan de classement.....	8
Instrument de recherche.....	9
Index des noms propres	13